

L'histoire comme construction politique : une lecture croisée de Reinhart Koselleck et Quentin Skinner

Christian Nadeau

Université de Montréal

Dans le cadre de mes recherches historiques, je me suis souvent posé la question de savoir dans quelle mesure il était possible de rendre compte philosophiquement (sous la forme d'un discours spéculatif par exemple) d'arguments ou d'idées qui ne furent pas présentées sous une forme philosophique. On voit souvent, dans les travaux historiques, un clivage entre l'histoire des idées et l'histoire de la philosophie. Est-ce qu'il est possible de penser quelque chose comme l'histoire philosophique des idées ? Ces questions m'ont conduit à d'autres problèmes, qui sont ceux que j'aimerais présenter ici. Comment tenir compte, d'un point de vue philosophique, de la manière dont une société se donne à l'avenir, c'est-à-dire comment une société projette ses préoccupations sur l'avenir afin que les générations futures conservent ce qu'elle tente de leur transmettre.

Marie Gaille-Nikodimov et moi-même avons été invités pour ce colloque à titre d'historiens de la pensée politique. La question qui nous a été posée est en gros la suivante : quelle est la nécessité de l'histoire des idées et de la philosophie politique dans le cadre des débats contemporains, et comment la conceptualisation de cette nécessité s'opère-t-elle dans le cadre d'une culture politique donnée – en l'occurrence, la mienne ? Quel est le rôle, par exemple, de l'histoire du contractualisme (pensons à Locke ou Rousseau) pour l'évaluation des développements récents de cette doctrine (pensons à Scanlon). Le but de notre rencontre est, comme le souligne Marie Gaille-Nikodimov dans son texte, de comparer nos perspectives de recherches. Ce qui m'intéresse ici n'est pas ce que nous offre les modèles méthodologiques pour étudier l'histoire des idées politiques mais

plutôt ce qu'ils nous permettent de comprendre des processus historiques que je qualifierai de politiques. Ces processus historiques sont pour l'essentiel liés à la mémoire collective, par exemple, l'institutionnalisation de lieux de mémoire, la responsabilité à l'égard des générations futures ou la dette morale que nous contractons l'égard des fautes commises dans le passé. Le thème de cet échange avec Marie Gaille-Nikodimov est, rappelons-le, « Histoire et philosophie politique ». Alors que Marie Gaille a présenté pour l'essentiel ses réflexions sur les rapports entre la philosophie politique et son histoire, j'aimerais en quelque sorte présenter les éléments d'une recherche en cours sur l'histoire politique et sa philosophie. Ce n'est donc pas tant le travail historiographique qui m'intéresse ici, mais plutôt l'histoire elle-même, en tant qu'elle est vue comme un processus de construction sociale et politique. Néanmoins, ma recherche sur la construction sociale et politique de l'histoire et les normes morales qu'elle implique dérive d'un travail d'analyse de programmes méthodologiques pour l'historiographie des idées politiques, que l'on retrouve dans les travaux de Quentin Skinner et de Reinhart Koselleck. En partant de la question : comment lire l'histoire des idées politiques ? il est possible de passer à un autre type de questionnement : comment comprendre les processus historiques par lesquels les sociétés tentent de modeler leur présent en vue du jugement des générations futures.

*

* *

Pour cet article, j'aimerais analyser deux modèles méthodologiques de l'historiographie politique appartenant à deux traditions de pensée très différentes. Je me propose d'étudier les points de convergence entre les programmes méthodologiques associés aux œuvres de Quentin Skinner et Reinhart Koselleck. L'hypothèse de départ est que ces deux méthodes sont liées par une thèse commune : l'histoire est, au moins en partie, une construction sociale. Dans ce texte, je ne me

risqu岸ai pas à avancer l'idée selon laquelle TOUTE l'histoire est une construction sociale, même si j'ai tendance à le croire. D'une part, avancer une telle chose supposerait un travail sur l'ontologie sociale qu'il est impossible de faire ici et que je n'ai pas fait auparavant. D'autre part et surtout, avancer une telle chose dépasserait de loin le projet général de lecture croisée de Skinner et Koselleck. Pour le moment, je me contente de vouloir montrer, à la suite de Koselleck essentiellement, que bon nombre d'objets historiques dépendent de la manière dont ils nous sont donnés par les générations passées.

À ma connaissance, ni Skinner ni Koselleck n'expriment explicitement l'idée d'une construction sociale de la réalité historique, et il sera important de bien démarquer ce que leurs programmes méthodologiques affirment de ce qui peut en être déduit. Il n'en demeure pas moins que si ces deux auteurs ne seraient pas nécessairement d'accord pour dire que l'histoire est une construction sociale, ils devraient au moins pouvoir s'accorder sur l'idée selon laquelle saisir la signification de l'histoire demande d'abord de comprendre les rapports sociaux entre les agents. Ces rapports sociaux sont constitutifs d'une réalité sociale historiquement déterminée. Ce qui est donc en cause ici est l'histoire en tant que sont interprétées les actions humaines comme constitutives d'une réalité sociale précise, l'histoire.

Par l'intermédiaire d'un travail de comparaison des méthodes de Skinner et Koselleck, j'essaierai de montrer ici deux idées : l'histoire est une construction sociale ; cette construction sociale est d'abord et avant tout un geste politique. Je crois que les théories de Skinner et Koselleck, une fois montrés les liens qui existent entre elles, peuvent être employées en vue de soutenir la thèse de l'histoire comme construction sociale. Il restera à savoir ensuite quelles sont les normes morales compatibles avec un tel processus de construction sociale.

L'histoire comme construction politique et sociale

J'aimerais présenter ici un argument au sujet de l'histoire en tant qu'elle présuppose un constructivisme social et politique. Cette manière de penser l'histoire sera défendue par deux thèses, une thèse épistémologique d'abord et une thèse ontologique ensuite. Pour le moment, je me contenterai, par souci de simplicité, d'identifier le programme méthodologique de Skinner à la première thèse et d'identifier le programme méthodologique de Koselleck à la seconde. La première thèse est épistémologique en ce qu'elle nous apprend quelque chose au sujet de la manière de faire de l'histoire, et plus précisément ici, de l'histoire intellectuelle. Je précise tout de suite que si ces deux thèses peuvent être pensées indépendamment, elles sont intimement liées l'une à l'autre dès lors qu'elles servent le projet de défendre la thèse de l'histoire comme construction sociale. Je voudrais montrer ensuite comment la thèse épistémologique sert la thèse ontologique et soutient l'argument en faveur d'une conception de l'histoire comme construction sociale, mais je ne le ferai qu'après avoir examiné d'un peu plus près les thèses de Skinner et Koselleck.

i- En premier lieu, un argument en faveur de la conception de l'histoire comme construction sociale présuppose une thèse épistémologique : les objets de l'histoire sont des constructions sociales, au sens où tout objet historique n'est jamais réductible à des agents singuliers. Par exemple, pour tout énoncé E de la part d'un agent A, il est possible de reconstituer un ensemble de « conditions extérieures » (Spitz, 1989, p. 143) qui justifient ou expliquent les raisons pour lesquelles A affirme E. Ces conditions extérieures sont relatives au monde intellectuel au sein duquel s'inscrit A : c'est d'abord à son monde intellectuel que s'adresse A en affirmant E. Si ces conditions extérieures, que l'on pourrait associer au contexte intellectuel, permettent d'expliquer ou de justifier l'énoncé E, elles ne permettent pas de l'élucider entièrement car elles ne doivent pas être vues comme étant d'ordre causal. Le contexte de A n'offre pas d'explication causale de E, car si, lorsque A affirme E, il

s'adresse à son contexte, nous ne pouvons pas en déduire pour autant que nous pouvons prédire ce que A devrait affirmer en référence à son contexte. Inversement, on ne peut évidemment déduire de l'énoncé E un contexte possible. Ce qui compte essentiellement est le rapport dialogique entre l'énoncé et son contexte de réception. Cette thèse est épistémologique en ce qu'elle suppose un certain type de regard du présent sur le passé.

Adopter une telle thèse signifie que les événements et les objets que l'histoire a pour tâche de rapporter résultent d'actes dont on peut attribuer la responsabilité à un groupe d'agents et au dialogue qui existe entre eux (Pour être plus précis, on peut tout de suite ajouter que ce dialogue est plus généralement un rapport entre les agents, lequel rapport peut être envisagé, mais pas seulement, sous la forme d'un dialogue). On dit de ces agents qu'ils construisent certains objets et qu'ils en sont co-responsables. Ainsi, nous pourrions dire, que l'historien ne regarde pas un événement – la Révolution française par exemple – comme étant l'œuvre de quelques individus, mais d'un processus social dont ces individus ne sont que des représentants ou des participants au même titre que les autres agents. Mais il n'est pas nécessaire de penser uniquement des événements aussi marquants que celui de la Révolution française. Une histoire, par exemple, des sociétés de consommation depuis les années 1980 n'est pas une histoire d'un événement, mais d'un ensemble d'objets dont le point focal de signification est le consumérisme. Une telle histoire décrirait ces événements comme étant l'œuvre de processus sociaux. C'est ce que nous pourrions nommer tout simplement une histoire sociale.

Le programme méthodologique de Quentin Skinner au sujet de l'histoire des idées politiques me semble assez proche de ce que nous pourrions nommer une histoire sociale des idées, même si le contexte social qui intéresse Skinner est d'abord et avant tout un contexte intellectuel. Autrement dit, Skinner – et ses épigones – s'intéressent moins aux conditions, par exemple, géographiques ou économiques au sein

desquelles émergent tel ou tel type de discours qu'aux mouvements sociaux d'idées d'où ils émergent. Il importe de préciser que ce contexte socio-intellectuel n'implique pas la disparition des agents individuels, en l'occurrence les auteurs du passé, au profit d'un ensemble social qui déterminerait au sens fort tous les discours possibles. Accepter une telle thèse serait refuser toute originalité à un auteur, toute tentative de sa part de se démarquer du monde intellectuel qui est le sien. Ce contexte ne détermine pas le texte – on ne peut substituer le texte au contexte – mais est indispensable à sa lecture car un texte s'adresse avant tout à un public immédiat, en l'occurrence le contexte intellectuel de l'auteur. Ce projet est résumé par la formule clef adoptée par James Tully pour décrire le projet de Skinner : *Meaning in context* (Tully, 1988), le contexte en question ici étant un contexte social, intersubjectif, ou comme je le propose plus bas, dialogique. Cette thèse est une thèse épistémologique en ce qu'elle nous invite à comprendre l'histoire dans sa dimension sociale, les événements et les objets qu'elle décrit — ses objets — étant des constructions sociales.

ii- En second lieu, il faudrait ajouter à la thèse épistémologique une thèse que je qualifierai, faute de mieux, d'ontologique. Cette thèse repose sur l'idée selon laquelle l'histoire, du moins une partie de l'histoire, est une construction sociale dont le propre est de s'adresser aux générations futures. Ce n'est plus le regard du présent sur le passé qui est en cause ici mais le regard du présent vers le futur, ou pour décrire mieux cette idée, le regard d'une époque donnée vers le futur qui lui est propre. Certes, il est possible que ce qui dans un temps X s'adresse aux générations futures, par exemple, un monument aux morts au lendemain de la première guerre mondiale, fasse l'objet bien plus tard d'un regard historique au sens de la première thèse, c'est-à-dire d'un regard vers le passé. Mais la thèse ontologique n'a pas à tenir compte de ceci. Elle est une thèse sur les processus sociaux permettant l'élaboration d'un objet historique qui s'adresse aux générations futures. Il s'agit d'un objet historique au sens où cet objet représente en principe une entité X liée à un moment historique ou à une

période historique. Cette thèse est dite ontologique en ce qu'elle porte moins sur le contenu du discours historique que sur l'existence même de l'histoire.

Selon cette thèse, l'histoire comme construction sociale n'est pas seulement un regard sur des objets sociaux, peu importe ce que sont ces objets, dont l'existence est liée à l'action d'agents collectifs, mais plus encore elle est un ensemble d'actions commises par des agents en vue d'un but bien précis : l'institutionnalisation de la mémoire collective. Par exemple, nous pourrions dire que lorsqu'une société donnée choisit de commémorer davantage un type d'événement historique plutôt qu'un autre, elle construit son histoire en ce qu'elle donne des directives aux générations futures en leur demandant de se souvenir davantage de certaines choses plutôt que d'autres. Pour être plus précis avec cet exemple, on peut imaginer qu'une société qui choisit (j'ometts volontairement la question de savoir si ce choix est celui de cette société ou celui de ses dirigeants) de baptiser une station de métro du nom d'un personnage controversé le fait dans l'intention d'institutionnaliser l'importance historique de ce personnage.

Une difficulté évidente est la question de savoir si la thèse ontologique suppose que n'est une construction sociale historique que ce qui s'adresse intentionnellement aux générations futures. Pourrions-nous penser que certains rites de mémoire collective d'une société donnée s'adressent en fait moins aux générations futures qu'aux membres eux-mêmes de cette société ? Une telle chose est bien possible. Mais il semble qu'il soit nécessaire de tracer une ligne de démarcation. Pour le moment, ne sera exprimée par la thèse ontologique que la seule thèse au sujet de la manière dont une société construit et organise son rapport historique aux générations futures. Cette thèse est complexe car il faut bien prendre garde à ne pas en déduire que tout regard d'une société vers son passé, par exemple, est déterminé par la manière dont les agents de ce passé se sont donnés au futur, ou ont organisé leur rapport au futur.

Selon la thèse ontologique donc, il serait possible de dire que l'histoire n'est pas seulement un regard sur le passé mais aussi un regard vers le futur. Elle est un acte social et plus précisément une construction par une société donnée dont le but est d'adresser un message aux générations futures. Cette thèse ontologique me semble plus proche des problématiques que l'on pourrait associer à la philosophie de l'histoire, dans la mesure où on accepterait une distinction entre épistémologie de l'histoire et philosophie de l'histoire. Je ne me prononcerai pas à ce sujet ici, l'ayant fait ailleurs. Mais en dehors de ces catégories, je crois qu'on peut associer un tel type de thèse à la manière même dont Reinhart Koselleck conçoit l'histoire dans son programme de recherches, auquel la littérature se réfère par l'expression allemande *Begriffsgeschichte* (Koselleck, Brunner, Conze, 1972-1997).

Pour résumer :

- la première thèse, que j'identifie pour le moment au seul travail de Skinner, est une thèse épistémologique. Elle suppose que ce que l'historien regarde est un ensemble de objets sociaux, plus particulièrement des objets intellectuels. Je ne dis pas encore ici ce que signifie plus précisément cette idée de construction sociale des objets sociaux.
- la seconde étape est une thèse ontologique. Elle nous dit que si la thèse épistémologique est vraie, il n'en demeure pas moins que nous devons savoir de quelle nature sont ces objets sociaux. Or, tout ce que nous dit la thèse épistémologique est qu'ils sont des entités sociales. À cela, et c'est l'essentiel de ce qu'elle nous dit, la thèse ontologique ajoute que ces entités sociales ont pour caractéristique d'adresser un message aux générations futures.

Mon but est de montrer que ces deux manières distinctes de penser l'histoire comme construction sociale sont en fait dépendantes l'une de l'autre dès lors qu'il s'agit de penser l'histoire comme un processus de construction sociale.

Je me propose maintenant d'étudier les éléments du programme méthodologique de Skinner permettant d'éclairer le projet d'une histoire des concepts chez Koselleck. Les thèses de Koselleck me conduiront à la thèse de la construction sociale de la réalité historique, ou de la construction sociale de l'histoire comme institution politique. Enfin, mais cette question ne sera qu'esquissée ici, j'essaierai ensuite de voir quel type de questions seraient pertinentes dans le cadre d'une recherche sur les normes éthiques de l'histoire, entendue comme construction sociale.

Quentin Skinner : Rhétorique, politique et histoire

La thèse principale de Quentin Skinner est qu'une bonne recherche en histoire des idées ou en histoire de la philosophie suppose une contextualisation de la pensée des auteurs dont on entend démontrer l'arsenal argumentatif. Selon Skinner, une telle thèse est tout particulièrement vraie pour l'histoire des idées politiques, où les opinions, les arguments et les jugements des auteurs ne devraient pas être interprétés dans le ciel des idées mais dans le contexte historique particulier d'où elles émergent. Cette thèse, en apparence banale, s'oppose de façon frappante au structuralisme français tel qu'on le retrouve en histoire de la métaphysique (Gueroult, Beyssade, Matheron, Goldschmitt). Mais le programme de Skinner n'est pas dirigé seulement contre le structuralisme ou ce qui s'en approcherait sur le plan historiographique. Skinner a en fait bâti son travail contre toute philosophie spéculative et téléologique de l'histoire, telle qu'on peut la retracer chez Arthur Lovejoy — qui est souvent considéré comme le « père » de cette discipline que l'on nomme l'histoire des idées — et ses disciples. Contre donc le principe d'une lecture strictement interne des grandes œuvres philosophiques du passé (type structuralisme) et contre la volonté de lire l'histoire des idées comme un récit où chaque auteur passe le relais au suivant, Skinner a montré l'importance de la contingence des faits historiques. Encore une fois, la thèse semble banale, mais elle contraste si nettement avec les travaux de l'« école » structuraliste et de l'« école » d'Arthur Lovejoy qu'elle a considérablement

bouleversé les manières de faire en histoire intellectuelle. À tel point que le programme méthodologique est depuis une vingtaine d'années lui-même vue comme une école, l'« école de Cambridge ».

La thèse de Skinner repose d'abord et avant tout sur deux mises en garde de nature épistémologique :

En premier lieu, lorsque nous lisons les auteurs du passé, nous devons prendre en considération l'important décalage entre leur monde intellectuel et le nôtre. Si nous ne soucions pas d'une telle chose – et il serait facile de ne pas se soucier d'une mesure de précaution aussi évidente pour l'historien – non seulement pourrions-nous plaquer nos questionnements sur le monde intellectuel du passé, mais également nous serions coupés d'un ensemble important d'informations que l'on pourrait qualifier d'intraduisibles (et dès lors empêcher que ce monde du passé nous apprenne quoi que ce soit). Ces informations sont dites intraduisibles en ce sens où elle ne nous sont accessibles dès lors que ne tentons pas de les réduire aux vocabulaire, visions du monde, théories, etc. qui sont les nôtres. Il ne s'agit pas, bien entendu, de refuser toute forme de dialogue avec les auteurs du passé. Il s'agit simplement de ne pas réduire, si quelque chose comme un dialogue il y a, leur univers au nôtre. Pour ce faire, et ici la mise en garde épistémologique rejoint une idée importante énoncée plus haut, le respect de l'altérité historique des textes du passé doit procéder par un travail de mise en contexte historique.

En second lieu, le contexte historique d'un texte du passé, si capital soit-il dès qu'il s'agit de comprendre ce texte, n'est pas non plus déterminant. Il n'est pas déterminant en ce sens que nous pourrions dire que tout ce qui est dans le texte est déjà dans son contexte. Une manière de présenter cette idée, à laquelle s'oppose Skinner, est de voir dans le contexte la cause du texte. Certes, un contexte peut partiellement causer un texte sans pour autant présupposer que tout ce qui est dit dans ce texte se trouve déjà dans son contexte initial. Mais il n'en demeure pas moins que l'idée d'une causalité,

l'idée que le contexte donne naissance à un type de texte, laisse entendre que bon nombre d'éléments composant l'objet « causé » – en l'occurrence ici le texte d'un auteur du passé – sont déjà présents dans son contexte car le contexte est la matrice du texte. Skinner se refuse à accepter une telle chose et il serait malhonnête de vouloir réduire son programme méthodologique à une telle forme de contextualisme. La raison principale d'un tel refus est que ce type de contextualisme ne voit les textes qu'en tant qu'effets du contexte et dès lors leur refuse toute autonomie. Il devient alors impossible de se poser la question de savoir ce qu'a voulu faire un auteur X en écrivant Y dans une période historique donnée, car le contextualisme causaliste, s'il est possible de le nommer ainsi, ne voit les relations entre un contexte et son texte que dans un seul sens : du contexte, comme matrice sociale et/ou idéologique, au texte, qui en serait la production. Or, il est tout à fait possible et sans grand effort d'imagination de concevoir une relation inverse entre un texte et son contexte, où le texte produirait un effet sur son contexte immédiat. Le contextualisme de Skinner n'est donc pas un causalisme, mais il pourrait être qualifié de dialogique.

On pourrait croire que la mise en contexte est une manière de séparer l'objet de l'interprétation de son interprète par le poids des faits. Ce qui empêcherait un auteur de discuter avec Platon, Ockham, Hobbes ou Mill comme s'il discutait avec son voisin de table est que ce dernier ne vit pas dans la même réalité historique que ces auteurs. Dès lors, l'histoire des idées ne serait plus, pour reprendre l'expression de Jean-Fabien Spitz, qu'une « succession de réalités hétérogènes [...] et parfaitement incapables d'entretenir un dialogue mutuel sur des questions identiques dans le but de définir une éventuelle essence commune du politique » (Spitz, 1989, p. 134). Dès lors, toute tentative de restituer la pensée d'un auteur appartenant à l'histoire supposerait une attention aux moindres détails de sa biographie personnelle, des événements importants qui lui sont contemporains, des conditions socio-économiques de l'époque, etc. Une telle attention peut vite devenir vite fastidieuse sans être nécessairement pertinente pour l'étude des textes du passé. Sans nier une telle chose,

le programme méthodologique de Skinner est moins ambitieux et propose de s'attarder en priorité à ce qu'on pourrait nommer – l'expression n'est pas de Skinner – les « faits intellectuels » qui sont constitutifs du contexte idéologique et philosophique des auteurs du passé. Inspiré par Wittgenstein mais aussi et surtout par la théorie austinienne des actes de langage, Skinner voit dans la contingence historique des idées et des actions le résultat de débats intellectuels où les thèses, les arguments et la rhétorique déployée par les auteurs doivent être lus comme des actes de langage produisant ou cherchant à produire des effets sur un public donné. Dans le cadre d'une histoire des idées politiques, ces actes de langages sont particulièrement intéressants en ce qu'ils sont, avant même d'être constitutifs d'une vision du monde, d'une idéologie ou d'un système de pensée, des gestes politiques.

III- L'usage social des concepts : le programme méthodologique de Reinhart Koselleck

La démarche adoptée par Reinhart Koselleck et par ses collègues dans l'immense entreprise qu'est cette encyclopédie des concepts politiques en Allemagne moderne (*Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*) suppose que l'on examine le problème de l'histoire sous un double aspect : histoire sociale et histoire des concepts. Toute forme de dualisme entre ces deux modalités de l'histoire est évacuée. Ce qui motive essentiellement l'entreprise de Koselleck et de ses collègues, entreprise à laquelle je référerai par la suite en utilisant l'expression allemande *Begriffsgeschichte*, est l'histoire des usages sociaux des concepts.

Proche de la « nouvelle histoire » en raison de son hostilité à l'égard des frontières événementielles, l'histoire des usages sociaux des concepts ne fait pas pour autant l'économie des processus langagiers des sociétés, l'écriture par exemple, ces

processus étant évidemment déterminés par les événements qu'ils ont pour tâche de traduire. Selon Koselleck, il faut tenter de retracer comment une société s'approprie ou crée les concepts dont elle a besoin afin de se comprendre elle-même et pour « se donner » à la compréhension des autres (des générations futures, des autres sociétés). D'où l'importance de lieux et d'objets concrets de l'histoire, investis en quelque sorte d'une mission « perlocutoire », pour employer un vocabulaire qui n'est pas celui de Koselleck.

La démarche de Koselleck ne prétend pas montrer que tous les concepts sont consciemment élaborés par une société en vue de ses exigences propres. Un concept n'est pas seulement la création d'une société, il agit sur elle : il impose ses limites sémantiques aux usages que l'on voudrait bien faire de lui. Un concept est issu d'un espace-temps précis et, selon l'expression de François Dosse, « enregistre le fait social en train de se produire. Mais en même temps, le concept est en lui-même un facteur du fait social et non pas seulement son reflet, il rétroagit sur lui » (Dosse, 2003, p. 283).

Pour bien faire comprendre son programme méthodologique, Koselleck rappelle ce que disait Épictète au sujet de l'histoire : « Ce ne sont pas les actions qui ébranlent les hommes, mais ce que l'on dit à propos de ces actions » (Koselleck, 2000, p. 99). Sur le plan de l'investigation historique, il est donc important de retracer depuis quand on a pu employer des concepts comme « indices de changements politiques et sociaux » (Koselleck, *Le futur passé...*, p. 103). Koselleck ne semble pas croire que cet usage social des concepts existait de tout temps, *ex nihilo* : il serait possible d'y voir une caractéristique de la modernité politique. Mais sans entrer dans un débat complexe sur les raisons pour lesquelles les sociétés pré-modernes n'auraient pas été capables d'un tel usage des concepts – il est néanmoins possible de montrer historiquement, preuves à l'appui, comment certains concepts apparaissent dès lors qu'ils sont appropriés par une société. On peut imaginer qu'une notion existe et qu'elle occupe

une place dans le discours d'une société, mais cette notion sera investie d'un sens très différent et véhiculera un tout autre message dès lors qu'est condamnée la chose à laquelle elle réfère. C'est ainsi que l'historien Thomas Laqueur (2003) a tout récemment montré comment l'onanisme est bien né au XVIIIe siècle, au moment même de sa condamnation non par les théologiens, mais bien par un certain discours scientifique et économique propre aux Lumières, qui voyait dans la masturbation une maladie dangereuse et surtout une perte économique !

Koselleck s'intéresse à la création et à l'usage de concepts ou d'instruments conceptuels créés *par* une société donnée *pour* elle-même. Ces concepts étant en grande partie évolutifs, leur investigation par l'historien exige une réflexivité du travail intellectuel qui se fera, comme pour Skinner, dans la prise en compte de l'écart séparant l'usage social d'un concept et son inscription dans le travail historiographique. En d'autres termes, l'historien doit tenir compte du fait que le concept qu'il emploie pour lire une époque donnée peut être largement tributaire de ce que cette époque a fait de ce concept, même s'il ne se réduit pas à ce qu'elle a fait de lui. Un concept oppose une certaine résistance à son appropriation par un groupe social, en raison notamment des usages précédents de ce même concept, que ce soit par d'autres sociétés ou par ce même groupe social dans le passé. En d'autres termes, si l'usage d'un concept détermine son sens, pour parler à la Wittgenstein, il faut alors bien admettre que les usages (passés et présent) d'un concept déterminent ses usages possibles.

IV- La complémentarité des programmes de Skinner et Koselleck : l'histoire comme action sociale et politique

Il ne sera pas possible d'entrer dans le détail pour cette analyse comparative des travaux de Skinner et Koselleck. Comme je l'ai dit plus haut, l'hypothèse de départ de mon étude est que ces deux méthodes sont liées par une thèse commune : l'histoire

est une construction sociale. Si Skinner et Koselleck se limitent à parler de l'histoire politique et de l'histoire intellectuelle, c'est que tous deux s'entendent pour voir dans l'usage des concepts par les sociétés qu'ils étudient des usages d'abord et avant tout sociaux-politiques.

De la même manière que Austin ou Wittgenstein vont utiliser l'expérience triviale de tous les jours pour montrer la thèse des actes de langage, Skinner s'emploie à lire ces actes dans l'histoire des idées politiques. Mais les idées sont ici traitées comme des faits, au sens où n'importe quel acte commis par un agent donné est un fait historique. La différence essentielle tient en ce que les faits ne sont pas nécessairement étudiés en supposant toujours une intentionnalité derrière ces faits.

Les faits sociaux que sont les théories ou les idées politiques émises par des auteurs du passé sont vues comme possédant toujours une intentionnalité. Plus encore, on leur suppose une stratégie.

C'est cette stratégie, dont il est loin d'être certain qu'elle pourrait être revendiquée par les auteurs que nous étudions, qui est analysée lorsque nous nous posons la question de la signification des énoncés contenus dans les textes politiques du passé. En étudiant la stratégie argumentative des textes du passé, nous tenons compte en fait du champ de bataille où se situent ces textes. Si, pour reprendre Wittgenstein, le sens c'est l'usage, alors il nous faut étudier le lieu de l'usage. La question de savoir *ce que* signifie X dépend alors de savoir *comment* X est présenté et *pourquoi* il est présenté (par un auteur donné). Il faut donc prendre garde au fait que Skinner ne voit aucun déterminisme du contexte sur l'agent dans l'histoire. Le contexte est une toile de fond, un univers de possibles, mais un univers variable, car lorsqu'un agent entre en relation avec un contexte, il le modifie. Ce que Skinner tente de faire ici, c'est de sauver le contextualisme de la critique de Carl Hempel dans « The Functions of General Law in History » (Hempel, 1942). Pour Hempel, les contextes historiques ne sont pas en eux-mêmes des explications de ce qu'un agent X a fait dans une situation

historique donnée. Les lois empiriques expliquant les objets naturels ne sont pas suffisantes pour expliquer ce qui s'est passé à une époque donnée.

Skinner, sans rejeter l'importance du contexte sociologique des thèses historiques, nous dit que ce contexte n'est pas déterminant pour la compréhension des auteurs du passé. Il n'y a pas de déterminisme sociologique sur les textes, car si tel était le cas, il n'y aurait pas d'« auteur » à proprement parler. Tous les textes du passé ne seraient rien d'autre que des illustrations d'un paradigme social en place. Or, ce n'est pas le contexte socio-historique qui détermine les thèses des auteurs du passé, ce sont ces auteurs du passé qui modifient les contextes socio-historiques qui sont les leurs : ils les construisent, comme les institutions sociales dont Searle nous dit qu'elles sont les créations d'agent collectif. Selon les termes de Skinner, le contexte socio-historique permet d'expliquer les textes du passé, mais pas de les comprendre. Ce que Skinner veut dire par là est que les contextes socio-historiques sont des horizons de sens pour les auteurs du passé : lorsqu'un auteur emploie un concept particulier, son usage dépend des sens possibles que lui accorderont ses différents récepteurs. Mais cette réception n'existe pas de manière abstraite, elle est bien l'horizon intellectuel du monde au sein duquel vit cet auteur. Ce dernier s'inscrit dans une réalité sociale donnée. Mais si nous voulons le comprendre, ce qu'il faut faire, c'est tenter de voir ce qu'il veut produire comme effet sur la réalité sociale qui est la sienne, ce qui signifie, tenter de comprendre comment il veut construire la réalité sociale qui est la sienne.

Mais si l'acte politique qu'est l'acte de langage dont Skinner entend nous donner la méthode d'interprétation appartient au passé, il est un acte du « présent » de l'agent. Il n'est pas un acte qui se donne à l'histoire, mais un acte qui se donne au présent. Pour penser comment l'acte politique se donne à l'histoire, il faut passer du programme méthodologique de Skinner au projet historiographique de Koselleck.

Une thèse fondamentale de Koselleck pourrait être exprimée de la manière suivante : l'identité des sociétés est conditionnelle à une projection historique de ces dernières sur le futur. En ce sens, l'histoire, comme construction sociale du présent, se donne aux générations futures : pour employer de nouveau les catégories de la théorie des actes de langage, l'histoire est un acte de langage performatif. L'histoire est alors moins une construction d'historiens qu'une construction intellectuelle par et pour une société donnée, qui y fabrique son identité, et également pour les générations futures. Les concepts sont les outils de cette histoire construite, non pas indépendante des faits historiques, mais en dialogue avec eux.

A quoi pourrait ressembler un tel processus de construction sociale de la réalité historique ? Les monuments aux morts sont les signes de mort violente, généralement associée à des combats pour des causes considérées comme nobles. L'usage social du concept attaché à un événement violent – une bataille, le massacre d'une communauté – transforme cet événement en référent axiologique pour la communauté. Mais une ce que j'entends pas construction de l'histoire n'inclut pas seulement des objets institutionnellement définis tels que les monuments historiques. Il n'est pas difficile de trouver une foule d'exemples où une société choisit de se mobiliser pour répondre à une expérience récente, voire une expérience particulièrement éprouvante — pensons par exemple à la manière dont au Québec on a immédiatement réagi au massacre du 6 décembre 1989 à l'École polytechnique de Montréal. Presque immédiatement, et fort heureusement, plusieurs voix se sont élevées pour empêcher qu'un tel événement ne soit enregistré dans la simple rubrique des faits divers. Même si un tel geste a causé un grand émoi à de nombreux endroits dans le monde, il a été particulièrement été vécu douloureusement par les femmes de la communauté québécoise qui ont refusé d'y voir le simple geste d'un déséquilibré et fut l'occasion de rappeler la permanence de la violence commise à l'égard des femmes au Québec mais également partout dans le monde. L'événement du massacre en tant que tel est évidemment un moment historique, ne serait-ce qu'en tant que fait de l'histoire, mais

il prenait une tout autre signification sur le plan historique dès lors que lui était assigné un ensemble de considérations axiologiques et normatives et qu'il était ensuite transmis aux générations futures. Dans ce cas, un énoncé tel que : « n'oubliez pas les victimes du 6 décembre » ne signifie pas seulement un acte de commémoration, mais une injonction à ne pas voir se reproduire une telle horreur.

Ces processus ne sont pas seulement identitaires, c'est-à-dire, qu'ils ne se limitent pas à créer les instruments de l'identité collective. Ils sont aussi les preuves de besoin fondamentaux pour toute société, notamment celui de la confession, l'aveu de l'impuissance ou au contraire l'espoir de mettre un terme aux querelles internes ou aux difficultés économiques. L'utilisation des concepts forgés par une société pour elle-même traduit une expérience, celle de la mort, du deuil, de la victoire ou du bonheur.

Si je reviens maintenant à l'idée selon laquelle l'identité des sociétés est conditionnelle à une projection historique de ces dernières sur le futur, on voit apparaître avec plus de clarté la relation de complémentarité entre les travaux de Skinner et Koselleck : l'histoire, comme construction sociale du présent, se donne aux générations futures mais cette projection peut-être entendue de la même manière que nous étudions un énoncé historique comme acte de langage performatif selon la méthode de Skinner. L'histoire est moins une construction d'historiens qu'une construction intellectuelle par et pour une société donnée, qui y fabrique son identité, pour elle d'abord, mais également pour les générations futures.

Pour reprendre l'exemple de la tragédie du 6 décembre 1989, la manière dont la société québécoise a jugé l'événement et s'est adressé aux générations futures à son sujet pourrait être exprimé par l'énoncé : « n'oubliez pas les victimes du 6 décembre ». On ne comprendrait rien à l'énoncé si on n'expliquait celui-ci que par son contexte, qui est celui d'un deuil collectif. L'affirmation de l'énoncé « n'oubliez pas les

victimes du 6 décembre » dépasse de loin la seule de commémoration car elle est une injonction à ne pas voir se reproduire cette tragédie, à lutter encore plus pour la reconnaissance des droits des femmes dans nos sociétés, et ce qui compte peut-être plus ici au sujet des thèses de Koselleck, un appel au refus de s'identifier au geste du meurtrier de quelque façon que ce soit.

V- Des normes pour l'histoire

Je crois qu'il est au moins possible de tirer deux types de conclusion de ce qui précède, une première sur le plan de la méthode en histoire intellectuelle et la seconde sur le plan. L'argument épistémologique, tel que présenté ici à partir des thèses de Skinner, milite en faveur d'une conception de l'histoire en général, et de l'histoire intellectuelle en particulier, qui tienne compte de la contingence et du caractère singulier des objets historiques sans pour autant réduire l'historiographie à la description de l'événement. Naviguant entre Charybde et Scylla, le programme méthodologique de Skinner évite de tomber dans le piège de l'histoire événementielle sans pour autant tomber dans celui de la nouvelle histoire, où l'action individuelle semble déterminée par le contexte socio-économique. Cette considération pour la contingence assure un regard plus attentif sur la dimension politique des objets historiques ; ce qui est mis en évidence est le rapport d'opposition ou de démarcation d'un texte ou d'une idée par rapport à son contexte. Le programme méthodologique de Skinner refuse à la fois l'autonomie du texte et sa détermination par un contexte, quel qu'il soit. Dès lors, ce programme ne peut que proposer un rapport dialogique, pas nécessairement harmonieux, entre un texte et son contexte. Skinner ayant consacré pratiquement d'importance aux textes dits mineurs qu'aux textes des grands auteurs, je crois que cette idée du dialogue entre texte et contexte peut être exportée au dehors du champ d'analyse des seuls classiques de la philosophie politique. Rien n'autorise que la manière dont Skinner insère la théorie des actes de langage au sein de son programme méthodologique exclue certains types d'objets historiques, à la

condition qu'ils soient étudiés comme des discours. Je crois qu'il ne serait pas difficile de montrer que ce que j'ai nommé l'argument ontologique de Koselleck – qui n'exprime pas la totalité du programme méthodologique de ce dernier d'ailleurs – possède également un versant épistémologique dont on pourrait tirer le même type de conclusion.

Cet argument fait-il de Skinner et de Koselleck des relativistes ? Cette question est importante, d'une part pour évaluer la portée heuristique des programmes de recherche de Skinner et Koselleck, d'autre part pour saisir la pertinence de la question que j'aimerais poser à partir de cette lecture croisée des thèses de ces deux auteurs, à savoir : si l'histoire est pour partie une construction sociale et institutionnelle, dans quelle mesure est-il possible et est-il nécessaire d'imposer des normes morales à un tel processus social ?

Il est impossible d'entrer dans le détail des débats qui ont eu lieu au sujet du soi-disant relativisme de Skinner ou de Koselleck. Par exemple, on a parlé, pour Skinner, d'un déni des questions pérennes de la philosophie (Zarka, Skinner, 2001 ; Boucher, 1984, K. Minogue, 1988). De telles critiques laissent entendre que si nous insistons trop sur ce qu'on pourrait nommer le contexte de communications des textes ou des idées du passé, si nous accordons trop d'importance à la réception immédiate d'un argument par exemple, nous passerons à côté de l'idée tout à fait recevable qu'un texte peut avoir été écrit sans but immédiat. Par exemple, est-ce que les trois « critiques » de Kant étaient dirigées spécifiquement contre certaines thèses et certains auteurs de son époque, ou ne visaient-elles pas à s'insérer dans un débat philosophique dont les problématiques ne seraient pas *filia temporis* ? La volonté de faire dépendre sinon le texte, du moins son interprétation, du contexte empêcherait une lecture proprement philosophique des textes du passé, ce qui poserait problème au moins pour des auteurs dont la pensée serait systématique, comme celle de Hobbes ou de Spinoza par exemple. Il n'y aurait donc plus de possibilité d'évaluer la valeur

d'un argument sinon par son adéquation ou au moins son rapport avec un contexte, ce qui peut effectivement être vu comme un relativisme. On ne verrait plus pourquoi un auteur du passé nous serait d'une quelconque utilité puisque ses arguments ne seraient valables que pour les questions et les circonstances qui sont les siennes. En effet, Skinner affirme lui-même que « Tout énoncé est inéluctablement la matérialisation d'une intention spécifique, formulée dans des circonstances particulières, et visant la solution d'une question particulière » (cité par Spitz, 1989). Aux objections selon lesquelles son programme conduit au relativisme, Skinner répond que son objectif est d'éclairer les contextes de significations des énoncés, ce qui consiste à montrer comment une question est posée dans des circonstances précises et que les réponses à ces questions ne sont pas faites *in abstracto*. Or, en rapportant un énoncé à son contexte, nous ne faisons pas simplement ajouter de l'information à celle qui est déjà contenue dans l'énoncé : nous évaluons l'énoncé par son contexte. Le jugement historique ne se situe donc pas dans une position de surplomb. L'évaluation de la pertinence des énoncés (mais on pourrait dire que c'est le cas pour toute action) ne dépend pas d'une vérification de la vérité de celui-ci mais de sa valeur par rapport à ce que le contexte de l'énoncé nous permet de juger rationnellement acceptable. Ainsi, les thèses sur la démonomanie de Bodin ne sont pas moins « rationnelles » que ses thèses sur la souveraineté, car toutes deux s'inscrivent dans un univers mental qui assure une cohérence – ce qui ne signifie pas une « vérité » – à ce type de thèse (cf. Skinner dans Tully, 1988, p. 236-238 et Spitz, 1989, p. 139).

Quant au même type d'attaque pour ce qui est des thèses de Koselleck, celui-ci répond que si l'histoire est elle-même pour partie l'œuvre des sociétés, les historiens eux-mêmes n'échappent pas à cette influence de leur jugement par leur milieu intellectuel immédiat et par ce que leur transmettent les sociétés du passé qu'ils étudient. Les concepts mêmes qui servent d'outils premiers à l'historien (les catégories historiques telles que « modernité », « histoire », « expérience », etc.) sont

eux-mêmes redevables de leurs formulations passées. Double processus d'historicité ou double « historicisme » donc : l'histoire, comme construction sociale, est attachée à ses origines, c'est-à-dire à ses modes de production. Pour reprendre l'exemple donné plus haut, comprendre un monument aux morts de la première guerre mondiale ne signifie pas comprendre ce qu'il nous dit aujourd'hui, mais signifie aussi tenter de comprendre ce que les agents du passé ont voulu nous dire par lui. Mais une telle recherche signifie-t-elle un relativisme ? Koselleck pourrait fort probablement assumer que sa position est historiciste, au sens où elle suppose qu'il serait très difficile de comprendre un énoncé ou une action du passé sans référence à son « champ d'expérience » et à son « horizon d'attente » (Koselleck, 1990, p.307 sq.). Mais il ne s'agit pas par là de dire que toute vérité est isolable dans son contexte. En outre, il ne s'agit ni pour Koselleck, ni pour Skinner, de rapporter le sens du texte à son seul contexte, car ce serait oublier la relation des agents à leur contexte, ou dit autrement, substituer une description de celui-ci à une analyse de ce que font et disent les agents en relation avec lui. Il s'ensuit que l'acte ou l'énoncé d'un agent du passé n'est pas évalué en lui-même, mais en correspondance avec un contexte car cet énoncé ou cet acte est pour ainsi dire adressé à ce contexte. On ne s'interdit pas non plus de vérifier si un énoncé est vrai ou faux, mais on le fera en prenant garde d'abord du contexte intellectuel, ce qui permettra d'invalider ou de juger faux un énoncé sans penser d'abord en quoi il est rationnel en relation avec son contexte intellectuel.

Le problème du relativisme n'est pas un problème uniquement d'ordre épistémologique. Il est important de répondre à ce problème pour soutenir de façon convaincante l'argument de la construction sociale de la réalité historique car on peut difficilement évaluer la manière dont une société se donne aux générations futures ou plus précisément transmet un objet historique aux générations futures si nous ne pouvons attribuer aucune valeur de vérité à cet objet.

L'ensemble de ce travail me semble déboucher sur une question beaucoup plus importante, que je ne ferai qu'esquisser ici. Je m'interroge en fait sur la manière dont une société se représente elle-même et la manière dont elle présente aux générations futures certains choix qu'elle fait et qu'elle leur demande de ne pas oublier ou de respecter. Par exemple, imaginons qu'une station de métro à Paris reçoive le nom de Monsieur X, important politicien, magistrat reconnu par ses pairs, etc., pour rendre hommage à l'homme. Mais imaginons également que l'on apprenne plus tard que ce fameux Monsieur X était secrètement engagé dans une organisation d'extrême-droite et était un raciste de longue date. Il serait alors tout à fait justifié de débaptiser aussitôt la station de métro. La question est alors de savoir si l'histoire est bien, du moins pour partie, une construction sociale, est-il possible d'y adjoindre un discours normatif ? Est-il possible de penser des normes morales dès lors que nous organisons notre histoire en vue des générations futures ?

Dans le cas d'une station de métro, l'exemple est assez clair. Mais on peut imaginer toutes sortes de situations analogues où une société tente de se définir sur le plan axiologique en vue des générations futures. La question est alors : quelles sont les normes morales de notre rapport historique aux générations futures ? En montrant que l'histoire est ou peut-être le travail d'une société vue des générations futures qui lui sont propres, on peut ensuite se poser la question de savoir quelles sont les normes morales qui encadreraient un tel processus social.

Même si je ne crois pas qu'il faille se limiter aux questions de justice distributive, on peut voir au moins deux types de questions de ce genre se poser au sujet du rapport des sociétés aux générations futures. Premièrement, jusqu'à quel point la génération qui succède à une autre doit-elle respecter les orientations prises par celle-ci ? Deuxièmement, dans quelle mesure une génération peut-elle être en droit d'imposer ses orientations à une génération future. Il s'agit de deux questions distinctes car la première question demande dans quelle mesure nous sommes obligés à l'égard des

morts ou des générations antérieures puisque nous pouvons très bien choisir de les ignorer, alors que la seconde demande dans quelle mesure une société peut exiger quelque chose d'individus qui n'existent pas encore et qui pourront facilement dans le futur se désengager de ce qui leur est demandé.

Bibliographie

David Boucher, « The Denial of perennial problems : The negative side of Quentin Skinner's Theory », *Interpretation*, 1984, XII, p. 287-300.

François Dosse, *La marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris, La découverte, 2003.

Hempel, Carl, « The Functions of General Law in History » (*Journal of Philosophy*, 39, 1942).

Koselleck, Reinhart, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, trad. Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock, Édition de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1990 (2000).

Reinhart Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Paris, Seuil/Gallimard, collection « Hautes Études », 1997.

Reinhart Koselleck, *Le règne de la critique*, trad. française par Hans Hidelbrand, Paris, Minuit, 1979.

Koselleck, O.Brunner, W.Conze, (eds) *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Stuttgart, Ernst Klett/J.G. Gotta, 1972-1997.

Thomas W. Laqueur, *Solitary Sex: A Cultural History of Masturbation*, Zone Books; 2003.

Kenneth Minogue, « Method in intellectual History : Quentin Skinner's *Foundations* » dans Tully (1988), p. 176-193.

Christian Nadeau, Étude critique de Maurice Lagueur, *Actualité de la philosophie de l'histoire. L'histoire aux mains des philosophes*, Philosophiques, vol.30 no 2, automne 2003, p. 425-443.

Quentin Skinner, *Visions of Politics. Volume I : Regarding Method*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Spitz, Jean-Fabien, « Comment lire les textes politiques du passé ? Le programme méthodologique de Quentin Skinner », *Droits*, 10, 1989, p.133-145.

James Tully (éd.), *Meaning in context. Quentin Skinner and his critics*. Princeton, Princeton University Press, 1988.

Yves-Charles Zarka, Quentin Skinner, *Thomas Hobbes : The Amsterdam Debate*, Georg Olms Verlag AG, Hildesheim, 2001.